

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE — PARAIT MERCREDI ET SAMEDI PRIX : 0,30 F

MERCREDI 5 MARS 1976

(Mars)

EDITORIAL:

Tous unis, les travailleurs vaincront.

Malgré ce que déclarent quotidiennement la presse et la radio au service des patrons concernant la reprise du travail, la grève n'est pas morte. Au contraire même elle a des chances de connaître un nouveau souffle avec la grève décidée pour le mardi 4 mai par les enseignants de la F.E.N., les employés des P. et T. et des banques, les travailleurs de Colson, des hôpitaux et de l'E.D.F.

A noter que les travailleurs de l'électricité eux, ont décidé une grève non limitée à partir du 4, et reconductible chaque jour. Les employés d'Air France ont également, quant à eux, l'intention d'entrer en lutte.

Ces nouveaux secteurs viennent donc se joindre aux travailleurs du Bâtiment en grève depuis plus d'un mois et aux municipaux qui, eux, ont arrêté le travail depuis le lundi 26 avril.

Ce nouveau soutien aux revendications posées par les ouvriers, à savoir : l'interdiction des licenciements, application des lois sociales en vigueur en France, donne une nouvelle force au mouvement et peut le faire rebondir.

De toutes façons, un renforcement de la lutte est bien la réponse qui convient aux mesures dérisoires annoncées par Stirn au nom du gouvernement pour tenter de calmer la colère des travailleurs.

Car les misérables crédits alloués par Stirn et qui constituent une piètre aumône pour secourir les chômeurs, ainsi que la création d'une agence nationale de l'emploi destinée à répartir des emplois inexistantes sont ressentis comme une insulte et comme la marque d'un profond mépris du gouvernement colonialiste français pour les travailleurs martiniquais.

Mais si les travailleurs sont unis, s'ils luttent au coude à coude et non en ordre dispersé, s'ils organisent eux-mêmes leur mouvement et en font une puissante démonstration de force, ils peuvent faire céder le gouvernement. Non seulement sur les revendications déjà posées, mais sur d'autres qui sont nécessaires actuellement pour que la classe ouvrière puisse faire face à la crise sans trop de dommages.

(suite au verso)

DERNIERE HEURE (4/5)
8000 TRAVAILLEURS DEVANT
LA PREFECTURE (voir au verso)

Le Premier Mai

EN GUADELOUPE / EN MARTINIQUE

A l'appel de la CGTG, de la FEN et du SNADGI (syndicat des impôts) près de 2000 travailleurs ont manifesté dans les rues de Pointe-à-Pitre à l'occasion du 1er mai. Presque tous les secteurs les plus importants de l'économie de la Guadeloupe étaient représentés. Le Bâtiment, les Docks, la Banane, le Commerce, la Sécurité Sociale, les Cliniques. Participaient également à cette manifestation : l'Union des Femmes Guadeloupéennes, le PCG, Combat Ouvrier et le GRS.

Les mots d'ordre qui revenaient le plus souvent au cours des deux heures que dura cette manifestation étaient : "Du travail pour tous", "Non au chômage", "A bas le BUMIDOM", "Libérez la Guadeloupe", "Libertés syndicales".

On peut dire que cette année, la participation à la manifestation CGTG du 1er mai était relativement importante par rapport aux années précédentes. C'est peut-être le signe d'une fraction de plus en plus grande des travailleurs cherche à renforcer le syndicat.

Les manifestants se sont ensuite réunis au Hall des Sports de Bergevin où les différents représentants des syndicats et organisations politiques prirent la parole, dont un camarade de notre tendance. C'est après avoir entonné l'Internationale que tout le monde se sépara.

LA MANIFESTATION

DE

L'UTA-UPG

Une autre manifestation eut lieu en même temps que celle de la CGTG. Celle-ci organisée par l'UTA-UPG, l'AGELAG et l'A DEDG (étudiants en lettres et en droit). Elle regroupait 2000 personnes, en grande majorité des travailleurs de la Canne, (planteurs et coupeurs), des étudiants et des enseignants.

Les mots d'ordre les plus souvent lancés étaient : "CGTG-PCG trahison", "CGTG pas changé", "FEN trahison". En clair, on avait l'impression que cette manifestation avait surtout pour but d'attaquer la CGTG. Cela se comprend bien. Les démissionnaires du GONG conseillers de l'UTA-UPG enragent de voir la CGTG tenter de se renforcer. De là à la considérer comme leur ennemi principal, il n'y avait qu'un

Dès 14 H c'est une foule nombreuse qui se pressait aux abords de la Maison des Syndicats. Et lorsque le défilé s'ébranla à 16 H, c'est un cortège de plus de 2000 personnes qui s'engagea dans les rues de Fort-de-France. En tête venaient les panneaux des syndicats en grève, le comité de grève, la municipalité de Fort-de-France. Ensuite venaient les municipaux, l'E.D.F., les hospitaliers, la S.I.M.A.G., les dockers, les employés de commerce et bien d'autres corporations.

Puis venaient les différentes organisations politiques de gauche et d'extrême gauche.

Les slogans fusaient de toutes parts traduisant le mécontentement et la volonté de lutte des travailleurs. Les mots d'ordre les plus repris étaient : "A bas le pouvoir colonial", "Nou ka mandé travail yo ka ban nou boutou", "Du travail chez nous", "A bas les licenciements", "Aux Antilles comme ailleurs le pouvoir aux travailleurs". Et, pour la note comique, en passant devant le siège de la police, on entendit sur l'air des lampions : "Rasoir, rasoir, rasoir... Josmar répondit l'écho".

En résumé, un cortège dynamique où les travailleurs montraient une certaine assurance, et leur confiance en la victoire de leurs revendications.

Le défilé, après avoir emprunté les principales artères de la ville aboutit à la Maison des Syndicats où un meeting eut lieu. Jusqu'à 20 H, un petit groupe discutait sous les manguiers. Visiblement tous étaient satisfaits.

Maintenant les travailleurs se préparent à vivre la journée du mardi 4 qui sera marquée par d'importantes grèves.

Décidément les promesses de Stirn n'ont guère eu d'effet sur les travailleurs qui les ont jugées pour ce qu'elles sont, une plaisanterie stirniste.

pas qu'ils ont vite franchi. A croire que pour les responsables de l'UTA-UPG le 1er mai était surtout l'occasion d'attaquer les organisations politiques et syndicales qui n'ont pas les mêmes positions qu'eux. C'est la tactique des démissionnaires du GONG qui les pousse à monter leurs sympathisants contre toute organisation syndicale ou politique autre que la leur. Ils pensent ainsi mieux contrôler les travailleurs pour les utiliser au service de leur politique petite-bourgeoise nationaliste.

GUADELOUPE

Baimbridge: les élèves du technique en grève

Par un tract en date du 3 mai, les élèves internes du lycée technique et CET annexé de Baimbridge appellent leurs camarades à faire grève des cours le mardi 4 mai. Les internes sont en effet mécontents de la situation générale de l'internat. Deux mots caractérisent cette situation : saleté et insécurité. Les chambres ne sont pas régulièrement nettoyées et sont très humides du fait des infiltrations d'eau qu'il y a au plafond, par endroits il y a même formation de stalactites. Quant aux matelas, ils sont dans un tel état de saleté qu'on a peine à penser que des élèves y dorment. Les douches, les lavabos et les WC sont également crasseux du fait des fuites d'eau permanentes. Autant dire que tout ceci crée une humidité constante dans les couloirs et les abords des chambres. En outre les installations électriques sont défectueuses. Les fils sont dénudés en certains endroits et à tout moment les élèves risquent l'électrocution. Inutile

de dire que bien souvent certaines chambres sont privées de lumière. Il en est de même des escaliers et des couloirs que les élèves empruntent le soir pour se rendre dans les dortoirs. Les maîtres d'internat n'ont pas non plus de moyens de communication avec l'extérieur en cas d'accident grave. C'est donc pour protester contre tout cela que les élèves internes organisés en comité appellent à la grève. Ils ont plus que raison car c'est vraiment se moquer des jeunes que de les héberger dans ces conditions. Il y a des crédits pour assurer le voyage touristique de quelques ministres ou le voyage prestigieux de Giscard par le Concorde. Il y a également de l'argent pour construire des gendarmeries et faire voyager les képis rouges et autres CRS mais il n'y en a pas pour faire fonctionner un internat. La situation de l'internat de Baimbridge illustre bien tout le mépris du colonialisme français pour notre jeunesse.

MARTINIQUE

La grève à la SPDEM

Les travailleurs de la S.P.D.E.M. ont décidé une grève non limitée à partir du mardi 4 mai. Cette grève vient s'articuler avec les nombreux mouvements de grève qui secouent la Martinique depuis quelque temps.

C'est le mépris du gouvernement français vis-à-vis des revendications des travailleurs qui a fait éclater leur colère. En effet, les travailleurs refusent de faire les frais de la nationalisation de la S.P.D.E.M., nationalisation qui met en cause certains de leurs avantages acquis de haute lutte et, d'autre part, ne leur permet pas de bénéficier des mêmes avantages que les travailleurs de l'E.D.F. en France.

Mais ce ne sont pas les seules raisons du mécontentement des agents de la S.P.D.E.M. Les revendications de ces travailleurs portent aussi sur l'emploi.

Ils réclament l'embauche de nouveaux effectifs. C'est d'une nécessité vitale car cela permettrait une amélioration de leurs conditions de travail. Ils réclament en même temps la diminution des heures de travail.

En cette période de crise économique, il est effectivement important de lutter pour que le travail soit partagé entre tous les bras disponibles. Il est important que non seulement les travailleurs de la S.P.D.E.M. mais aussi la classe ouvrière de la Martinique dans sa totalité se batte pour une telle revendication. Car en Martinique le problème du chômage est un problème brûlant qui mérite une solution énergique. Et c'est seulement en liant la lutte des travailleurs en activité à celle des chômeurs qu'il sera possible de faire triompher une telle revendication.

La lutte des travailleurs de la S.P.D.E.M. est donc un exemple pour l'ensemble des travailleurs martiniquais.

Directeur de publication : M.E. Zozor
Correspondant : G. Beaujour
B.P. 214. P.A.P. B.F. 386 F.D.F.
Commission paritaire N° 51 728
Ronéo du journal : P.A.P.
1er supplément au mensuel N° 61

GUADELOUPE

La grève de l'EDF

Jeudi 22 avril, les employés de l'EDF Guadeloupe se réunissent en assemblée générale. Le programme de revendications est discuté. L'idée d'une grève de 48 H est retenue pour les jeudi 28 et vendredi 29 avril.

Jeudi 28 dès 8 h la grève est totale, et la Guadeloupe entière à l'exception des abonnés prioritaires est privée d'électricité. Dans la soirée le secrétaire des affaires économiques de la préfecture demande une fourniture minimum d'électricité. Vendredi éq sa demande est examinée par l'assemblée générale du personnel. Les grévistes décident de poursuivre l'action.

Tout au long de la journée la pression de la préfecture pour faire cesser la grève sera constante. En fait c'est de Basse-Terre que va venir la faille. Contrairement à ceux de la région de Pointe-à-Pitre qui souhaitent poursuivre la grève jusqu'au bout les employés de Basse-Terre proposent de l'arrêter dès ce jour 18H. Finalement ils l'emportent. A 20 heures la lumière est renvoyée pratiquement dans tous les foyers.

Par le nombre de participants la grève de l'EDF aura été un succès. Cependant si les employés de l'EDF veulent vraiment arracher satisfaction à toutes leurs revendications ils devront s'attacher à gagner à leur cause la population en organisant notamment des meetings et des prises de parole dans de nombreuses communes, en distribuant massivement des tracts et en ne comptant pas essentiellement sur FR3.

DERNIERE HEURE (4/5)

Près de 8.000 travailleurs, soit beaucoup plus que lors de la grande manifestation du 27 avril, sont descendus dans la rue et ont manifesté devant la préfecture de Fort-de-France, pendant les négociations entre Préfet et syndicats.

Le représentant des capitalistes et colonialistes français n'a pu dire que ceci: qu'il était incapable de satisfaire les revendications des travailleurs. Ceux-ci ont décidé de poursuivre le mouvement.

VIZIOZ : DÉBAT SUR L'AVENIR ÉCONOMIQUE DE LA GUADELOUPE

Jeudi 29 avril, un débat sur les possibilités de développement économique de la Guadeloupe avait lieu à l'Institut Vizioz de Pointe-à-Pitre.

Me Bernier, brandissant les chiffres du budget de sa municipalité, réaffirma sa foi en la départementalisation.

M. Pierre-Justin, au nom du P.C.G., proposa un programme de création d'industries légères et de tourisme à bon marché, "en union avec la France" bien sûr! La parole fut alors donnée au public. Deux dirigeants de l'UTA-UPG se contentèrent de renvoyer dos à dos aussi bien le P.C.G. que Bernier.

Ensuite, M. Edinval, professeur à l'Institut Vizioz, exprima le regret de ce que, du fait de son statut départemental, la Guadeloupe soit privée de l'avantage (du point de vue d'Edinval) d'une participation au CARICOM (Marché Commun des pays caraïbes)!

Lorsque l'on sait que le CARICOM est le regroupement dans un but d'échanges et d'entraide économique, de douze pays dont le plus "riche", c'est-à-dire le moins sous-développé est... Trinidad-et-Tobago, on mesure toute la valeur des perspectives de développement de la Guadeloupe telles que les conçoivent les "experts" de Vizioz.

Et en fait, l'avenir économique envisagé par les nationalistes qui dirigent l'U.T.A. et par ceux qu'ils influencent, est tout aussi étriqué que la voie proposée par le P.C.G.

Bien sûr la Guadeloupe débarrassée du carcan impérialiste tissera le maximum de liens économiques, politiques et culturels avec les autres pays de la Caraïbe. Mais également avec bien d'autres pays de part le monde.

Se replier sur soi-même, ou sur quelques îles voisines, bâtir un marché commun du pauvre, version sous-développée du marché commun existant (avec les avatars que l'on sait) entre les pays capitalistes européens, cela ne saurait être qu'un pis-aller, qu'un moyen défensif et provisoire en fonction des aléas de la lutte à l'échelle de notre pays et à l'échelle du reste du monde.

Mais poser un tel problème, c'est poser automatiquement le problème de la classe au nom de laquelle on se bat. Ce problème-là ni Bernier, ni le P.C., ni les nationalistes ne tenaient à le poser. Ce fut le sens de l'intervention d'un camarade de Combat Ouvrier.

EDITORIAL (suite)

Ces revendications sont :
- le contrôle des travailleurs sur l'embauche et les licenciements dans toutes les entreprises.
- répartition du travail entre tous en diminuant les heures de travail sans diminution de salaire
- l'ouverture de grands travaux utiles à la collectivité
- l'échelle mobile des salaires.
Actuellement la position de la classe ouvrière est forte, mais il s'agit de la renforcer encore et d'opposer à la bourgeoisie et à l'Etat un puissant front uni des travailleurs. Ce n'est qu'à cette condition que la lutte actuelle débouchera sur une victoire.